

Le primat du contemporain

François Hartog, EHESS

Depuis les années 1970, quelque chose s'est dénoué dans notre rapport avec le futur mais aussi avec le passé, tandis que montait en puissance la catégorie du présent : un présent envahissant, comme aspirant à l'autosuffisance, à la fois seul horizon possible et s'abîmant à chaque instant dans l'immédiateté. Plan, prévision, prospective, futurologie, ces grands mots d'ordre du XX^e siècle sont passés à la trappe. Désormais, « l'urgence » commande. Nous sommes complètement concentrés sur la réponse immédiate à l'immédiat : il faut réagir en temps *réel*, jusqu'à la caricature dans le cas de la communication politique. Ou, autre attitude, inverse à première vue, mais qui ramène aussi sur le seul présent : le futur n'est que trop prévisible. Confrontés à une irréversibilité, dont nous avons été les initiateurs, nous sommes entrés, dit-on de plus en plus, dans « le temps des catastrophes ». Le futur n'est plus promesse, mais menace.

Cette transformation de nos rapports au temps est venue dessiner une configuration inédite : celle que j'ai nommée présentisme¹. Comme si le présent, celui du capitalisme financier, de la révolution de l'information, d'Internet, de la globalisation, mais aussi de la crise qui s'était ouverte en 2008 absorbait en lui les catégories (devenues plus ou moins obsolètes) du passé et du futur. Comme si, devenu à lui-même son propre horizon, il se muait en un présent perpétuel. Avec lui, sont venus au premier plan de nos espaces publics ces mots, qui sont aussi des mots d'ordre, des mots valises, et qui se traduisent par des politiques : *mémoire, patrimoine, commémoration, identité*, etc. Ce sont là autant de manières de convoquer du passé dans le présent, en privilégiant un rapport immédiat, faisant appel à l'empathie et à l'identification. Il n'est que de visiter les Mémoriaux et autres Musées d'histoire, inaugurés en grand nombre dans le monde ces dernières années, pour s'en convaincre. En outre, ce présent présentiste s'est entouré de tout un cortège de notions ou de concepts, plus ou moins détemporalisés : *modernité, post-moderne*, mais aussi *globalisation* et même *crise*. Qu'est-ce, en effet, qu'une crise « systémique », sinon une crise qui dure, qui n'est donc plus ce moment décisif que scrutait l'œil du médecin grec, pour établir son pronostic. Avec la crise systémique, on se trouve pris dans une sorte de présent perpétuel : celui justement de la crise du système. On est passé d'Hippocrate à Sisyphe ne cessant de rouler son rocher.

I Le présent, le contemporain, le patrimoine

Sous le nom de présent, le « contemporain », terme beaucoup scruté ces dernières années, est devenu un impératif « sociétal » et politique : une évidence indiscutable². De fait, une pression tout à la fois diffuse et appuyée, venue des médias, des bailleurs de fonds tant publics que privés, s'exerce pour que toutes les institutions se tournent davantage vers le contemporain et répondent, mieux et plus vite, à

la « demande sociale ». De quoi est-il composé ce contemporain ? Une série de mots, dont l'usage s'est imposé, sont une manière de le reconnaître et de le dire. À défaut de grands récits, circulent, en revanche, des maîtres-mots, qui fonctionnent comme supports de toutes sortes de récits fragmentaires et provisoires. Incontournables, ils sont devenus les mots de passe du contemporain. Il y a d'abord le quatuor, déjà cité, formé par la mémoire, la commémoration, le patrimoine et l'identité, auquel il faut, au moins, adjoindre le crime contre l'humanité, la victime, le témoin, d'autres encore. À bien des égards, patrimoine, identité, mémoire sont des mots d'ordre pour temps d'incertitude. Cela vaut particulièrement pour l'identité nationale :

Elle peut signifier le passé national, c'est-à-dire les générations passées de notre pays. Elle concerne alors la situation figée puisque le passé s'est déroulé : c'est un objet historique. En revanche, le futur qui est l'autre face de l'identité nationale signifie que nous avons une identité pour autant que nous avons un futur et nous avons un problème d'identité pour autant que nous avons un problème avec notre futur. Le problème d'identité posé au niveau collectif implique la difficulté à se représenter un avenir qui soit notre avenir³.

Le milieu des années 1980 a coïncidé avec la pleine émergence du phénomène mémoriel dans l'espace public sous de multiples formes. En France, le premier volume des *Lieux de mémoire* de Pierre Nora paraît en 1984 et *Shoah*, le film de Claude Lanzmann, est projeté en 1985. Nombreux ont été les Mémoriaux et les Musées de la Mémoire créés dans les trente dernières années un peu partout dans le monde : de l'*Holocaust Memorial* de Washington, en 1993, aux multiples Musées de la mémoire, accompagnant les diverses transitions démocratiques ou, plus ou moins, démocratiques. Comme tout mot d'époque, l'emprise du nom mémoire repose sur sa plurivocité, renvoyant à une multiplicité de situations, elles-mêmes tissées de temporalités assez différentes. Selon que l'on parle de la Shoah, du Rwanda, de l'Afrique du Sud ou de la traite négrière, le mot n'aura pas exactement la même signification, même s'il vient s'inscrire dans la temporalité unificatrice et inédite du crime contre l'humanité : dans ce temps qui ne s'écoule pas, celui de l'imprescriptible.

Depuis la Charte du tribunal de Nuremberg, l'action publique est, en effet, devenue, imprescriptible dans le cas des crimes contre l'humanité et, avec l'inauguration de la Cour pénale internationale en 2003, ce régime d'imprescriptibilité est désormais reconnu par une grande majorité d'États. Imprescriptible veut dire que, en l'espèce, le temps prescrit, qui est l'ordinaire de la justice, ne vaut pas. Pas plus que ne vaut le principe de non-rétroactivité de la loi. Comme l'avait noté le juriste Yan Thomas, « le contraire de l'imprescriptible n'est pas le temps qui passe, mais le temps prescrit⁴ » : l'un et l'autre sont également construits. Imprescriptible veut donc dire que le criminel demeure contemporain de son crime jusqu'à sa mort, tout comme nous, nous demeurons ou devenons, du même coup, les contemporains des faits jugés pour crimes contre l'humanité. L'imprescriptibilité « par nature » du crime contre l'humanité fonde une « atemporalité juridique », dont la traduction sociale est celle d'un présent qui dure.

On trouve le symétrique du côté de la victime qui, en ces mêmes années, ont gagné en reconnaissance dans nos espaces publics. Existe désormais un droit des victimes. Or, pour une victime, le seul temps disponible risque fort d'être le présent : celui du drame qui vient de survenir ou, tout aussi bien, qui a eu lieu il y a longtemps, mais qui, pour elle, est toujours demeuré au présent. Soit un présent figé ou un passé qui ne passe pas. De même, avec *Shoah*, Lanzmann a voulu, a-t-il dit, réaliser un film de témoins et sur le témoignage, mais pas sur le souvenir. Car son objet est ce qu'il nomme « l'immémorial », soit, en fait, « l'abolition »

de la distance entre passé et présent. La force singulière du film est, en effet, de faire voir au spectateur des hommes qui, selon l'expression de Michel Deguy, « entrent dans leur être de témoin » : de celui qu'ils sont aujourd'hui à celui qu'ils étaient trente-cinq ans plus tôt. On passe, pour ainsi dire à vue, du présent du tournage au présent de la scène remémorée. Ainsi le film crée une « atemporalité », qui est aussi une contemporanéité, analogue à celle-là même définie par le crime contre l'humanité.

I Musée et Patrimoine

Le patrimoine est là, familier désormais, habitué tant de la rhétorique officielle que de nos propos ordinaires. À Paris, le grand Louvre, inauguré en 1993, représente le triomphe du musée et du patrimoine. Chaque mois de septembre amène le retour du patrimoine, sous la forme des « Journées du Patrimoine ». Ces manifestations, devenues routinières, constituent désormais la toile de fond de toute réflexion sur l'objet patrimoine : un signe de sa présence familière dans nos espaces publics.

Or le patrimoine est une façon de conjurer des temporalités discordantes. Quand les repères s'effritent ou disparaissent, quand le sentiment de l'accélération du temps rend plus sensible la désorientation, le geste de mettre à part, d'élire des lieux, des objets, des événements « oubliés », des façons de faire s'impose : il devient manière de s'y retrouver et de se retrouver. Et plus encore quand la menace déborde sur le futur lui-même : l'environnement devient patrimoine. On s'emploie alors à protéger le présent pour, proclame-t-on, préserver l'avenir. C'est là l'extension récente la plus considérable de la notion qui est devenue opératoire à la fois en direction du passé et du futur, sous la responsabilité d'un présent, qui se vit miné par un passé de violences et menacé par un futur de catastrophes.

Inventorier les multiples usages actuels de la notion de patrimoine en fait apparaître aussitôt la plasticité et l'élasticité. Aujourd'hui le patrimoine se trouve pris entre l'histoire et la mémoire. Il relève de l'une et de l'autre, participe du régime de l'une et de l'autre, même s'il est désormais entré de plus en plus dans la sphère d'attraction de la mémoire. De l'histoire nous est, en effet, venu « le monument historique » : il a pris toute sa place dans une histoire conçue comme nationale et a induit une administration, des formes de savoir et d'intervention qui ont été celles, en France, du service des Monuments historiques. En parallèle, le musée soustrayait des objets au temps ordinaire pour les donner à voir — théoriquement, pour toujours — aux générations successives, puisque leur sélection les rendait, en principe, inaliénables. Mais, aujourd'hui, au nom même d'une meilleure gestion des collections, des interrogations se font jour sur ce point. Pourquoi le musée, qui doit valoriser son patrimoine, lever des fonds en le faisant circuler, ne pourrait-il pas également vendre pour acheter et devenir un acteur du présent et pour lui.

A cette première acception du patrimoine en auxiliaire de l'histoire, est venue s'ajouter celle de sa reprise par la mémoire. Devenant aussi un mot d'époque, patrimoine renvoie au mal-être du présent. Le concept moderne d'histoire, celui d'une histoire processus et développement, incorporait la dimension du futur et établissait, du même mouvement, que le passé était du passé. Il était dynamique. Selon cette perspective, le patrimoine était conçu comme un dépôt (historique) à transmettre : à préserver, pour être à même de le transmettre. Mais avec les doutes sur le futur et la perte d'évidence de l'histoire, le patrimoine s'est, si je puis dire, mémorialisé et présentifié. On parle de « patrimonialisation » et, à la limite, tout

est susceptible de devenir patrimoine, pour rendre plus « habitable » le présent, y marquer des repères et ainsi le préserver. Mais ce qui, dans cette nouvelle économie du patrimoine, fait dès lors question, c'est la visée du futur et la transmission elle-même. Les musées font face au même problème. On leur demande de se faire toujours plus contemporains du contemporain, en collant toujours de plus près aux injonctions d'un présent à la fois omniprésent et évanescant ? Comment se présentifier eux aussi ? En organisant toujours plus d'événements (des expositions temporaires) qui viendront grossir le chiffre des entrées. A la limite, un musée sans collection permanente serait le plus à même d'être un musée du présent, soit un musée qui bouge sans cesse, parce que pleinement au présent ou enfin présentiste.

I Le futur

Ces déplacements ou ce basculement de nos rapports au temps sont-ils les marques d'un phénomène transitoire ou durable ? Nul ne le sait encore vraiment, même si la balance penche désormais du côté du durable. Les divers appels à la « reprise » et à la sortie du « court-termisme » sont plus incantatoires qu'autre chose ! Pour le philosophe Marcel Gauchet, s'est joué là « un changement de rapport à l'histoire » :

Il a pris la forme d'une crise de l'avenir dont l'évanouissement de l'idée révolutionnaire n'a été que le symptôme le plus voyant. Avec la possibilité de se représenter l'avenir, ce qui entre en crise, c'est la capacité de la pensée de l'histoire de rendre intelligible la nature de nos sociétés sur la base de l'analyse de leur devenir, et sa capacité à leur fournir des guides pour leur action transformatrice sur elles-mêmes, au titre de la prévision et du projet⁵.

Ce changement d'expérience du temps, c'est justement ce que le concept (moderne) d'Histoire n'arrive pas ou plus à appréhender. Foncièrement futuriste, il n'est plus suffisamment opératoire pour saisir le devenir de sociétés qui, tendant à s'absorber entièrement dans le seul présent, ne savent plus comment régler leurs rapports avec un futur de plus en plus communément perçu, en Europe du moins, sur le mode de la menace, voire de la catastrophe qui vient : en marche.

Ce futur n'est plus conçu comme indéfiniment ouvert, mais, tout au contraire, comme de plus en plus contraint, sinon fermé, du fait, en particulier, de l'irréversibilité générée par toute une série de nos actions. On pense aussitôt au réchauffement climatique, aux déchets nucléaires, aux modifications du vivant, etc. Nous découvrons, de façon de plus en plus accélérée et de plus en plus précise, que le futur, non seulement s'étend de plus en plus loin devant nous, mais que ce que nous faisons ou ne faisons pas aujourd'hui a des incidences sur ce futur si lointain qu'il ne représente rien à l'échelle d'une vie humaine. Dans l'autre sens, vers l'amont, nous avons appris que le passé venait de loin, de plus en plus loin (l'époque de l'apparition des premiers hominidés ne cesse de reculer, tandis que l'âge de l'univers avoisine désormais les quatorze milliards d'années).

Confrontés à ces bouleversements de nos repères (rappelons-nous que la chronologie des 6000 ans de la Bible a plus ou moins tenu le coup jusqu'au XVIII^e siècle), nous sommes tentés de dire stop, de prôner un retour en arrière, de retrouver des paradis perdus. L'industrie des loisirs a immédiatement saisi le parti qu'elle pouvait tirer des îles paradisiaques et autres territoires vierges, où le vacancier achète des expériences bien calibrées de décélération programmée. Sur les menaces et les peurs que ces bouleversements nourrissent peut, en outre, venir se greffer une forme de « terreur » de l'histoire. Un certain écologisme radical ou

fondamentaliste mène dans cette direction. Quant au passé historique, on tend à le « traiter » ou le « gérer » en des lieux précis (les tribunaux), et au moyen d'actions spécifiques (les politiques mémorielles). Soit au présent et pour le présent : sous l'autorité de la mémoire. Alors qu'on ne sait plus trop ce qu'il convient d'entendre par « l'histoire », qui a été la grande croyance et la grande instance de sens des temps modernes.

De cette transformation de notre rapport au futur témoigne aussi le développement incroyablement rapide qu'a connu le principe de précaution : jusqu'à se trouver inscrit dans la Constitution française. Selon l'usage qu'on en fait, ce principe (traduction d'une incertitude qui, en l'état des connaissances scientifiques dont on dispose, ne peut être levée) peut se transformer en simple principe d'abstention, au nom de l'idéologie du risque zéro. Une autre expression de ce déplacement se manifeste dans la place de plus en plus grande donnée à la prévention, notamment, en matière pénale, ainsi qu'à la thématique, sans cesse plus active, de la sécurité⁶. Ainsi la loi française relative à la rétention de sûreté (25 février 2008) « permet de maintenir un condamné en détention, après exécution de sa peine, pour une durée d'un an, renouvelable indéfiniment, sur le seul critère de sa dangerosité⁷ ». On évalue, à partir de calculs de probabilités, la « dangerosité » d'une personne et on décide de la maintenir enfermée (même après l'accomplissement de sa peine), en la privant ainsi d'un futur. On voit comment ces approches conduisent à considérer le futur comme menace et, en un sens, à supprimer l'histoire, plus exactement sa possibilité, au nom de l'urgence du présent et au titre de sa protection⁸. Plus largement, certains dangers planétaires

ont, ainsi que l'a noté la juriste M. Delmas-Marty, des effets potentiellement illimités dans le temps. Selon qu'ils sont liés à la violence interhumaine (terrorisme global) ou à la surpuissance de l'homme sur la nature (dangers écologiques ou biotechnologiques) [...], ces dangers conduisent à diverses formes de sécurité anticipée : tantôt c'est l'instant qui se prolonge quand l'urgence devient permanente, tantôt c'est le futur que l'on intègre au droit positif, par des techniques allant de la prévention à la précaution, des générations présentes aux générations futures⁹.

Ce sont autant de décisions, de dispositions, de manières d'être qui renforcent le caractère omniprésent du présent comme horizon indépassable de notre contemporain. Va dans le même sens la notion de guerre préventive, apparue depuis peu. Le futur, enfin, est devenu un fardeau dont personne, entreprises ou institutions, ne veut plus se charger. « On n'a pas de visibilité ou pas assez, pour... embaucher, investir, prendre une décision.... » : la formule revient très souvent. Les seuls plans dont on parle encore sont les « plans sociaux » (qui ne font qu'accompagner ce qui est déclaré avoir eu lieu : la faillite de l'entreprise) et la prévision se limite au très court terme. En revanche, il faut être réactif, toujours plus mobile et flexible. Du futur faisons table rase, ou peu s'en faut ! Et pour le passé, il y a la mémoire (avec le patrimoine et la commémoration) ainsi que la justice : pour juger l'Histoire d'hier, d'avant-hier ou même d'aujourd'hui.

Ces questions ne sont pas simples, mais on perçoit comment ces approches conduisent toutes à considérer le futur avant tout comme une menace à conjurer pour protéger le présent. On s'en remet à la technologie. On fait tourner des ordinateurs toujours plus puissants et sans cesse plus rapides. Sur les marchés, gagne celui qui peut acheter ou vendre une fraction de seconde avant les autres. On fait des simulations. On multiplie les tableaux et on démultiplie les batteries d'indicateurs à renseigner. On écoute et enregistre tout, avec l'idée de conserver ces données « pour toujours ». Pour la mémoire des ordinateurs de la NSA et leurs *big data*, il n'y a bien que du présent.

A l'imédiateté du temps des marchés ne peuvent évidemment s'ajuster ni le temps de l'économie ni même le temps politique ou, plutôt, les temps politiques. Parmi ces derniers, il y a celui, impérieux, des calendriers électoraux, celui, connu depuis la nuit des temps, qui consiste à « gagner du temps » (en décidant de remettre la décision à plus tard), celui, le dernier venu et pas le moins exigeant, de la communication politique (par *tweets* désormais et en temps réel). Plus gravement, nos déjà vieilles démocraties représentatives découvrent qu'elles ne savent trop comment ajuster les procédures et les rythmes de la prise de décision à ces tyrannies concurrentes et concomitantes — celle de l'instant, mais aussi celle d'un futur déjà quasiment joué, et, souvent, celle d'un passé traumatique ou criminel —, et cela sans risquer de compromettre ce qui, justement, en a fait peu à peu des démocraties. Le courrier électronique et le tweet sont de redoutables instruments présentistes : on le constate chaque matin. Les débats parlementaires sont de plus en plus souvent critiqués comme perte de temps et les consultations par voie électronique se répandent. Mais immédiateté et démocratie vont-elles nécessairement ensemble ?

L'École, l'institution qui est, par nature, tournée vers le futur, n'échappe pas à ces remises en cause. Elle garantissait l'autorité du professeur au nom d'une promesse de réussite, différée mais réelle. Mais, dès lors que l'avenir est perçu comme fermé, elle est déstabilisée et il devient facile de lui reprocher de mal préparer au présent. D'où des réformes incessantes qui suppriment ceci, ajoutent cela, sans réussir jamais à faire tenir ensemble des objectifs contradictoires. Aujourd'hui, elle est perçue comme un service où les échanges sont régis par les calculs d'intérêt à court terme. « On a les yeux rivés sur l'efficacité immédiate de savoirs instrumentaux acquis au moindre coût ». L'obsession des « compétences » (notion hétéroclite sous laquelle on met des choses fort diverses) relève du productivisme scolaire, tendant à réduire la transmission à une transaction. Plus généralement, les élèves veulent savoir, mais pas apprendre : le progrès technique nous fait croire qu'on peut savoir immédiatement, en un clic, sans avoir à apprendre, en faisant justement l'économie du temps de l'apprentissage, puisque *Google* ou *Wikipedia* ont toujours une réponse immédiate.

I Présentisme

Dans ce que je nomme l'ancien régime d'historicité (avant 1789, pour prendre une date symbolique), les acteurs avaient, certes, leur présent, vivaient dans ce présent, essayaient de le comprendre et de le maîtriser. Mais pour s'y repérer et donner sens à leur expérience historique, ils commençaient par regarder du côté du passé, avec l'idée qu'il était porteur d'intelligibilité, d'exemples, de leçons. Et l'histoire était l'inventaire de ces exemples et le récit de ces leçons. Dans le régime futuriste, ou régime moderne, c'était l'inverse : on regardait du côté du futur, c'était lui qui éclairait le présent et expliquait le passé ; c'était vers lui qu'il fallait aller au plus vite. Il orientait les expériences historiques et l'histoire était téléologique : le but indiquait le chemin déjà parcouru et celui qui restait encore à accomplir.

1789 traduisait la mise en marche, l'irruption dans le monde d'une expérience du temps portée par le progrès. Un temps perçu comme acteur et actif, dans lequel le futur devient la catégorie prépondérante. La Bastille est prise le 14 juillet. En soi, l'affaire n'est pas considérable, mais le symbole l'est. Ses tours incarnent le despotisme et l'arbitraire de la monarchie absolue. Aussi, dès le 15 juillet, commence sa démolition. Il ne sera pas donné à la vieille forteresse de devenir

une ruine. Supprimer, effacer les traces, faire table rase, ce sont autant de gestes marquant l'ouverture d'un nouvel espace et d'un nouveau temps. L'histoire est en marche et elle est faite par les hommes. Comme le dira Marx, reprenant l'évangile, il faut laisser les morts enterrer les morts. Le futur prend le commandement. En opérant une rupture brutale avec l'Ancien Régime, la société libère un espace : celui du présent, mais d'un présent habité et guidé par le futur de la Nation ou de la Révolution à porter à son terme.

Placer 1989 (autre date symbolique) en regard de 1789 est éclairant. Passons de la Bastille au Mur de Berlin. Le 9 novembre 1989, le mur s'ouvre. On peut à nouveau aller et venir, s'embrasser, se retrouver, ou découvrir tout simplement l'étrangeté de l'ouest et celle de l'est de la ville, où les traces de la guerre sont encore très visibles. Il faudra du temps pour que le tissu urbain se reforme : depuis 25 ans les grues des chantiers s'emploient jour et nuit à combler le *no man's land* (où était encore visible au début des années 1990 le petit monticule de terre qui marquait l'entrée du bunker d'Hitler). Il en faudra plus encore pour que le décalage temporel se réduise complètement. Une génération n'y suffit pas. Mais aussitôt, ce mur de béton, symbole de la « violence communiste », on commence à le démolir. Comme la Bastille. Lui aussi doit disparaître, il faut en effacer jusqu'aux traces. Aussitôt aussi, des petits malins en récupèrent des morceaux, pour les vendre aux touristes dans des sachets en plastique estampillés : « Original Berliner Mauer ».

1789 ouvrait un temps nouveau, que, bientôt, le calendrier révolutionnaire a cherché à transcrire et à imposer, à partir de l'an I de la chute de la monarchie et de l'instauration de la République. Ce temps, ce fut aussi celui relancé par la Révolution bolchevique et ses avancées, à marches forcées et autres « bonds en avant », vers « l'avenir radieux ». Mais il n'y eut rien de tel en 1989. Depuis longtemps plus personne ne croyait en l'avenir radieux à l'Est, même s'il demeurait l'idéologie officielle des dirigeants, qui ont toujours proclamé leur foi en la victoire finale du camp socialiste dans la course au progrès avec l'Ouest. Quant à l'Ouest, il faisait l'expérience, depuis la fin des années 1970, d'un double phénomène : une montée de la mémoire et une fermeture du futur. Si bien que l'Est et l'Ouest pouvaient, même si c'était par des chemins différents, se retrouver sur le présent. L'Est voulait, enfin, avoir droit à un présent (qui ne soit plus sacrifié à un hypothétique avenir) et l'Ouest était entré dans le présentisme, ce présent qui prétendait être à lui-même son propre horizon, tout en conférant le premier rôle à la mémoire. Le présent pouvait ainsi jouer comme point de rencontre et dénominateur commun, même si sa texture n'était pas exactement la même des deux côtés.

Si bien que, une fois l'emballage de la réunification passée, il n'est pas surprenant qu'on soit allé de détruire le mur au plus vite et en effacer les traces de toutes les manières possibles, à conserver, préserver, voire restaurer des pans du mur. Il ne doit ni devenir une ruine (mais le béton ne s'y prête guère) ni ne doit complètement disparaître du paysage urbain. Il faut à la fois effacer et ne pas oublier. Pour cela, la solution a été d'en faire un « lieu de mémoire ». La notion était là, disponible. Il y a un devoir de mémoire à remplir, des morts à honorer, une leçon à donner à voir, un message à transmettre aux nouvelles générations. L'aboutissement de ce programme a été l'installation d'un vaste Mémorial du Mur en 1998. L'élément central en est constitué par un segment du mur, montrant sur une soixantaine de mètres le dispositif tel qu'il était avant la chute. Aux deux extrémités, deux plaques d'acier hautes de 6 mètres placées perpendiculairement au mur ferment l'espace. Le rideau de fer est bien là : l'espace est coupé, le temps arrêté. Vous pouvez le contempler du haut de la terrasse du Centre des visiteurs : depuis l'Ouest donc. La muséification est arrivée à son terme. Expression violente

de l'échec du futurisme de l'Est, les vestiges du Mur sont pleinement entrés dans le présentisme, celui habité par la mémoire et rythmé par les commémorations. On vient de célébrer le vingt-cinquième anniversaire de sa chute.

La singularité du régime présentiste tient à ce qu'il n'y a finalement plus que du présent. Chacun en fait l'expérience dans son quotidien, personnel comme professionnel. Dans ce régime-là, on ne sait plus quoi faire du passé puisqu'on ne le voit même plus, et l'on ne sait plus quoi faire de l'avenir qu'on ne voit pas davantage. Il n'y a plus que des événements se succédant ou se télescopant, auxquels il faut « réagir » dans l'urgence, au rythme incessant des bandeaux défilant des « Breaking News ». Avec Internet, se sont désormais imposés le temps réel, la simultanéité de tout avec tout et le continu. Tout apparaît sur le même plan dans un présent aussi étendu que le réseau lui-même. Dans cette nouvelle « condition numérique », qui est aussi une nouvelle condition historique, articuler passé, présent et futur devient plus problématique que jamais, mais apparaît d'autant plus nécessaire, et cela, alors même que, sur fond de globalisation, semble reculer la possibilité d'un récit commun : à chacun sa mémoire, son site et son blog, selon une incessante et changeante démultiplication.

Le présentisme ne suffit sûrement pas à rendre compte de la crise actuelle (et il n'y prétend pas), mais peut-être vient-il souligner les risques et les conséquences d'un présent omniprésent, omnipotent, s'imposant comme seul horizon possible du vivre ensemble. On nous a rebattu les oreilles avec le mauvais capitalisme financier (à courte vue), par opposition au bon capitalisme industriel des managers d'autrefois ou de naguère encore. Mais, depuis que les historiens se sont penchés sur l'histoire du capitalisme, ils ont reconnu sa plasticité. S'il y a une certaine unité du capitalisme, depuis l'Italie du XIII^e siècle jusqu'à l'Occident d'aujourd'hui, c'est, concluait Fernand Braudel, dans cette plasticité à toute épreuve qu'il faut, en première instance, la situer, soit dans sa capacité de transformation et d'adaptation. Pour Braudel, qui distinguait l'économie de marché et le capitalisme, ce dernier va toujours là où il y a le plus de profit à faire : « Il représente la zone du haut profit. » Considérant l'histoire du capitalisme depuis le Moyen Âge, l'historien belge Henri Pirenne était frappé par « la régularité véritablement étonnante des phases de liberté économique et des phases de réglementation ». Quant à Marc Bloch, il ajoutait, dans une conférence donnée en 1937, que depuis la levée des dettes dans l'Athènes de Solon (au VI^e siècle avant notre ère) « le progrès économique consistait en une suite de banqueroutes ».

Une fois surmontée dans l'urgence la crise financière de 2008, a régné et règne partout une extrême difficulté à voir au-delà. On réagit plus qu'on n'agit. L'Europe ne cesse de nous le montrer. D'où la valeur rassurante d'une formule comme « la reprise », reprendre, c'est, en effet, repartir de là où on en était resté et retrouver la route qu'on connaissait déjà. Ces dispositions sont directement liées à notre incapacité collective à échapper à ce qu'on nomme couramment désormais court-termisme et que je préfère appeler présentisme. Le présent seul : celui de la tyrannie de l'instant et du piétinement d'un présent perpétuel.

Parler de présentisme n'implique en rien de se placer dans un registre qui serait celui de la nostalgie (d'un régime antérieur meilleur), pas plus que dans celui de la dénonciation et pas davantage dans celui d'un simple acquiescement à l'ordre présent du temps. Parler d'un présent omniprésent ne dispense pas, au contraire, de s'interroger sur des sorties possibles du présentisme. De plus, loin d'être uniforme et univoque, ce présent présentiste se vit très différemment selon la place qu'on occupe dans la société. Avec d'un côté, un temps des flux, de l'accélération et une mobilité valorisée et valorisante, de l'autre, du côté de ce que le sociologue

Robert Castel a nommé le « précaire », un présent en pleine décélération, sans passé, sinon sur un mode compliqué (plus encore pour les immigrés, les exilés, les déplacés), et sans vraiment de futur non plus (puisque le temps du projet leur est inaccessible). Le présentisme peut ainsi être un horizon ouvert ou fermé : ouvert sur toujours plus d'accélération et de mobilité, refermé sur une survie au jour le jour et un présent stagnant. A quoi il faut encore ajouter cette autre dimension, évoquée en commençant, de notre présent : celle d'un futur perçu, non plus comme promesse, mais comme menace.

Enfin, qui veut faire une expérience présentiste n'a qu'à ouvrir les yeux en parcourant ces grandes villes de par le monde pour lesquelles l'architecte néerlandais, Rem Koolhaas, a proposé le concept de « Ville générique », associé à celui de *Junkspace*. Là, le présentisme est roi, grignotant l'espace et réduisant le temps ou l'expulsant. Libérée de l'asservissement au centre, la ville générique est sans histoire, même si elle est fort soucieuse de se doter d'un quartier-alibi, où l'histoire revient comme une prestation, avec petits-trains ou calèches. Et si, malgré tout, centre il y a encore, il se doit, — je reprends les expressions de Koolhaas — « en tant que lieu le plus important », d'être simultanément « le plus neuf et le plus ancien », « le plus fixe et le plus dynamique ». Quant au *Junkspace*, il est, je cite encore, le produit « de la rencontre de l'*escalator* et de la climatisation, conçu dans un incubateur en placoplâtre », le *Junkspace* ignore le vieillissement : il ne connaît que l'autodestruction et le renouvellement sur place, ou alors une taudification ultra-rapide. Les aéroports sont devenus les quartiers-phares de la Ville générique, c'est-à-dire ce *work* toujours *in progress* de sa réalisation (avec ses panneaux : « Nous nous excusons de la gêne momentanée occasionnée, mais ... »). Villes toujours en mouvement, en transformation, elles inventent des parcours toujours plus compliqués pour leurs habitants temporaires. Les aéroports sont les grands producteurs de *Junkspace* sous la forme de bulles d'espaces en expansion et transformables. Et de cet espace, on ne saurait se souvenir, car, note encore l'architecte, « son refus de se figer lui garantit une amnésie instantanée¹⁰ ». Mais peut-on vivre dans une ville présentiste ? ●

¹ Hartog François, *Régimes d'historicité, Présentisme et Expériences du temps*, Paris, Points-Seuil, 2012.

² Hartog François, *Croire en l'histoire*, Paris, Champs-Flammarion, 2016, p.46-66.

³ Descombes Vincent, in *Identités à la dérive*, Marseille, Éditions Parenthèses, 2011, p.55-56.

⁴ Thomas Yan, *Les opérations du droit*, Paris, Hautes-Études-Gallimard-Seuil, 2011, p.269-271.

⁵ Gauchet Marcel, *La Condition politique*, Paris, Gallimard, 2005, p.523.

⁶ Gros Frédéric, *Le principe sécurité*, Paris, Gallimard, 2012.

⁷ Delmas-Marty Mireille, *Libertés et sûreté dans un monde dangereux*, Paris, Seuil, 2010, p.7.

⁸ Garapon Antoine, « La lutte antiterroriste et le tournant préventif de la justice », *Esprit*, mars-avril 2008, p.151-154.

⁹ Delmas-Marty Mireille, *op. cit.* p.188.

¹⁰ Koolhaas Rem, *Junkspace, Repenser radicalement l'espace urbain*, trad. française, Paris, Payot, 2011, p.49, 82, 86, 95

